

POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE

L'Algérie fait marche arrière

C'est une véritable volte-face que vient d'opérer l'Algérie dans ses relations avec l'Union européenne. Farouchement opposée à la Politique européenne de voisinage (PEV), l'Algérie a fini par afficher «une volonté politique» pour y adhérer. C'est la porte-parole de la commissaire aux relations extérieures et à la politique européenne de voisinage qui l'a révélé à Bruxelles. Pour venir à bout du refus de Bouteflika à y souscrire, l'Union européenne a fini par recentrer les discussions sur un «mini-paquet» de négociations qui élude les questions qui fâchent et qui ont trait aux droits de l'homme et à la démocratie. Pour le moment, aucun plan d'action n'a été signé mais l'Algérie a fait part d'un «intérêt certain».

De notre envoyée spéciale à Bruxelles, Nawal Imès

En prenant de vitesse les autorités algériennes qui n'ont pas publiquement fait part de ce surprenant changement de position, M^{me} Christiane Hohmann ne fait que confirmer ce que le ministre des Affaires étrangères avait à demi-mot exprimé après la tenue en mars dernier du conseil d'association à Bruxelles.

Mourad Medelci avait, en effet, fait savoir que l'Algérie préférerait redéfinir les axes de négociation avec l'Union européenne en privilégiant des dossiers tels que l'énergie, la circulation des personnes et les échanges économiques.

Dans un langage diplomatique, le ministre des Affaires étrangères — qui a soigneusement évité de parler de politique européenne de voisinage — traçait déjà les contours d'un revirement de situation jusque-là inattendu tant le président de la République s'était publiquement prononcé contre ce projet si cher à l'UE.

Bouteflika qui recevait Romano Prodi avait dit en 2000 tout le mal qu'il pensait de la PEV. «Qu'apporte-elle de nouveau ou comme avantage pour nous cette politique. En ce qui concerne la sécurité et la lutte contre le terrorisme, la commis-

sion est en retard de 15 ans, à l'époque où l'Algérie combattait le terrorisme toute seule. En plus, l'Union européenne n'a aucune compétence en la matière, elle n'a qu'à faire des textes».

Quelques années plus tard, c'est la porte-parole de Mme Benita Ferrero-Waldner qui annonce lors d'une rencontre avec des journalistes algériens que : «Il est vrai qu'il y a de cela quelques années, les choses avançaient difficilement mais maintenant nous sommes parvenus à un engagement beaucoup plus renforcé que nous apprécions beaucoup, et nous sommes tout à fait disposés à collaborer avec l'Algérie sur la base d'un plan de réformes nationales. La vitesse dépend du pays. Nous proposons des plans d'action négociés par les



Mourad Medelci.

Photo : Samir Sid

deux parties qui sont normalement d'une durée de quatre ans. C'est un processus que le pays doit faire lui-même».

Interrogé sur les arguments développés par l'Union européenne pour faire basculer l'Algérie dans le rang des pays qui applaudissent la PEV, Mme Hohmann a affirmé que «l'UE n'a pas changé sa copie et n'a exercé aucune pression pour l'Algérie». En fait, tout s'est joué suite à la visite en mars dernier

de la commissaire Waldner qui a visiblement accédé à la demande de l'Algérie d'élaguer la question des droits de l'homme des négociations, ce qui a été immédiatement traduit par les conclusions du récent conseil d'association qui démontrent, une fois de plus, que les droits de l'homme sont une notion qui peut facilement se dissoudre dans le gaz.

Obsédée par la nécessité d'assurer son approvisionnement

en énergie et de contrer l'immigration clandestine en demandant à des pays tels que l'Algérie de servir de gendarme en verrouillant leurs frontières et en créant des centres de rétention de clandestins, l'UE peine visiblement à trouver le juste équilibre entre ses intérêts dans la région méditerranéenne et ses principes fondateurs. Ce qui vient de se passer avec l'Algérie en est le plus parfait exemple...

N. I.

Qu'est-ce que la PEV ?

Développée dans le contexte de l'élargissement de l'UE en 2004, la Politique européenne de bon voisinage propose aux pays intéressés une relation «privilegiée» censée renforcer la prospérité, la stabilité et la sécurité «de tous», cette politique présentée comme «nouvelle» fait l'objet de plusieurs critiques.

Les pays de la rive sud de la Méditerranée estiment souvent qu'elle est exagérément orientée vers la sécurité des

frontières européennes. En effet, après avoir élargi ses frontières, l'Europe craint de faire face à un incroyable flux migratoire non choisi et a fortement besoin de l'appui des pays de la rive sud qui sont appelés à mieux surveiller leurs frontières et à stopper toute velléité de rejoindre l'Europe.

La Politique européenne de voisinage s'applique aux voisins immédiats, terrestres ou maritimes, de l'Union à savoir

l'Algérie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, l'Égypte, la Géorgie, Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye, la Moldavie, le Maroc, les Territoires palestiniens occupés, la Syrie, la Tunisie et l'Ukraine. Pour le moment, la mise en œuvre des plans d'action ne concerne pas l'ensemble des pays visés qui ne les ont pas approuvés. Dans la région du Maghreb, le Maroc et la Tunisie ont dit oui en attendant que l'Algérie les rejoigne...

N. I.

DES DIZAINES DE RÉFUGIÉS MALIENS S'INSTALLENT À TINZAWATINE

Un nouveau Darfour au sud de Tamanrasset ?

Des dizaines de réfugiés quittent Kidal vers le territoire algérien pour fuir la répression des forces maliennes, selon les témoignages. Plus de 150 personnes se sont installées depuis quelques jours à Tinzawatine, une localité située près des frontières algéro-maliennes. Une cinquantaine de familles vont les rejoindre incessamment. Le Croissant-Rouge algérien a installé ses camps pour apporter aide et assistance aux réfugiés qui se trouvent dans un état déplorable.

Ilhem B. Tir - (Le Soir) - Hommes, femmes et enfants tous dans un état de grande fatigue physique, très préoccupés par leur sécurité et effrayés, ont fui Kidal pour s'installer en territoire algérien. Des dizaines de réfugiés en provenance du nord du Mali s'ins-

taillent au sud du pays. Le Croissant-Rouge algérien s'est mobilisé en faveur de ces familles déplacées. Selon les témoignages des réfugiés, leur ville a été attaquée. Une cinquantaine d'autres familles seraient encore sur la route. Le flux est constant.

Certaines familles sont complètement démunies. La plupart des réfugiés sont exténués et la situation alimentaire sur place est préoccupante, ce qui pourrait entraîner des cas de malnutrition, à l'approche de la période de grande chaleur. Ils ont pris la fuite suite aux «combats et à la répression des forces maliennes», ont-ils signalé.

Cependant, la prise en charge de ces réfugiés par les autorités algériennes a été immédiate et le Croissant-Rouge a installé ses camps afin

de mieux les assister. Par ailleurs, la situation risque de s'aggraver étant donné l'état de siège imposé autour de Kidal. Il est à préciser que la rébellion au nord du Mali qui a repris ses actions depuis le 2 avril dernier, continue les combats autour de Kidal, assiégé par les hommes de Brahim Ag Bahanga rallié par le mouvement de Hassan Fagaga. Les insurgés maliens ont été rejoints dans leur action armée par des parlementaires originaires de Tessalit ainsi que le maire de cette ville.

Le mouvement de rébellion des Touaregs relancé depuis l'interruption du traité entre les rebelles touaregs et les gouvernements des pays du Sahel, le 20 mars dernier, continue de défrayer la chronique. L'armée malienne a utilisé son aviation pour tirer sur les positions rebelles et a dépêché ses effectifs vers ses bases qui se trouvent au nord-est de Kidal.

Pour sa part, l'ATNMC (Alliance touareg Nord-Mali pour le changement) continue d'envoyer ses forces rebelles jusqu'à la

ville de Kidal. Ces forces ont été reconfortées par le ralliement du groupe de Hassan Fagaga.

D'ailleurs ses hommes ainsi que ceux de Ag Bahanga encerclent la ville depuis le 2 avril.

De violents accrochages ont été signalés et des dizaines de blessés et de morts de part et d'autre ont été enregistrés. Le bilan s'alourdit de jour en jour. Une situation qui nécessite une intervention rapide et efficace car la population de Kidal risque de payer un lourd tribut.

I. T.